

1987, chapitre 136

LOI SUR LA CORPORATION DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL

Projet de loi 242

présenté par M. Claude Trudel, député de Bourget

Présenté le 10 novembre 1987

Principe adopté le 15 décembre 1987

Adopté le 15 décembre 1987

Sanctionné le 17 décembre 1987

Entrée en vigueur: le 17 décembre 1987

Loi remplacée:

Loi constituant la Corporation de l'École des hautes études commerciales de Montréal (1956-1957, chapitre 152)



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 136

Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal

[Sanctionnée le 17 décembre 1987]

Préambule **ATTENDU QUE** l'École des hautes études commerciales de Montréal, première institution du genre au Canada, a été créée en 1907, à l'instigation de la Chambre de Commerce du district de Montréal, comme instrument de promotion économique;

Que l'École des hautes études commerciales de Montréal a été constituée en corporation par le chapitre 152 des lois de 1956-1957;

Que l'École des hautes études commerciales de Montréal s'est acquittée de sa mission en dispensant à plusieurs générations d'étudiants une formation universitaire de qualité dans tous les domaines de la gestion, et ce faisant, elle a d'abord, en quelque sorte, permis aux québécois francophones l'accès à la carrière d'experts comptables et elle a également formé une large part des cadres dont avaient besoin les entreprises ainsi que les organismes privés et publics;

Qu'appuyés sur cette longue tradition, les programmes d'enseignement de l'École des hautes études commerciales de Montréal permettent aujourd'hui aux étudiants québécois ainsi qu'aux étudiants du reste du Canada et de l'étranger d'acquérir une formation universitaire de premier, second et troisième cycles dans les champs de compétence liés à tous les domaines de la gestion;

Que par la recherche de ses professeurs et par leur intervention auprès des entreprises et des autres organismes, l'École des hautes études commerciales de Montréal contribue au développement économique du Québec et au mieux-être de sa population;

Que l'École des hautes études commerciales de Montréal reconnaît à ses professeurs les libertés d'enseignement et de recherche inhérentes à une institution universitaire de caractère public et qu'elle désire faire participer à son administration ses professeurs, ses diplômés et ses étudiants;

Que depuis sa formation et sa constitution en corporation, l'École des hautes études commerciales de Montréal a pris une expansion considérable et qu'il y a lieu d'adapter sa charte aux conditions nouvelles résultant de son évolution et de son développement afin de lui permettre de continuer à remplir sa mission;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

SECTION I

DÉFINITIONS

Interprétation

1. Dans la présente loi et dans les règlements adoptés en vertu de la présente loi, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants désignent:

« Corporation »

1° « **Corporation** »: la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal;

« École »

2° « **École** »: l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal;

« Conseil »

3° « **Conseil** »: le Conseil d'administration de la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal;

« Association étudiante »

4° « **Association étudiante** »: une association regroupant les étudiantes et les étudiants inscrits à l'un des programmes de l'École, chaque association devant correspondre à un programme ou à plusieurs programmes sous la même direction de programmes. À l'intérieur de chaque programme ou de chaque direction de programmes, les étudiantes et les étudiants fréquentant les classes du jour et les étudiantes et les étudiants fréquentant les classes du soir peuvent se regrouper dans deux associations différentes.

SECTION II

LA CORPORATION

Existence continuée

2. L'existence et la succession de la Corporation constituée par la Loi constituant la Corporation de l'École des hautes études

commerciales de Montréal (1956-1957, chapitre 152) sont maintenues et continuées sous le nom de « Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal ».

Objet	3. La Corporation a pour objet de dispenser l'enseignement supérieur dans tous les domaines de la gestion, de promouvoir la recherche et de rendre à la collectivité les services qu'elle est en mesure de lui assurer dans tous les domaines de sa compétence.
Composition	4. La Corporation est formée des membres de son Conseil.
Siège social	Elle a son siège social dans la ville de Montréal.
Fonctions	5. La Corporation exerce tous les droits de l'École et toutes les fonctions nécessaires à son administration et à son développement.
Pouvoirs	6. La Corporation a tous les pouvoirs ordinaires des corporations et, sauf incompatibilité avec la présente loi, les dispositions de la deuxième partie de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) et celles de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16) s'appliquent à la Corporation.
Pouvoirs	La Corporation peut en particulier: 1° acquérir et posséder, par achats, dons, legs et généralement par tous actes légaux, à titre gratuit ou onéreux, tous biens meubles et immeubles; 2° hypothéquer ses biens meubles et immeubles, les aliéner et faire à leur égard tous actes de propriétaire; 3° recevoir, détenir et administrer en fidéicommiss des biens meubles et immeubles pour toutes fins relevant des objets de la Corporation.
Loi sur la mainmorte	La Corporation n'est pas assujettie à la Loi sur la mainmorte (L.R.Q., chapitre M-1).
Donations mobilières et immobilières	7. La Corporation peut recevoir des donations mobilières et immobilières, en nature ou en argent, par voie de souscriptions, de subventions, de rémunérations, de garanties ou autrement, de toute personne ou de tout corps public et elle peut organiser des campagnes de souscriptions publiques.
Résolution préalable	8. Malgré toute disposition législative générale ou spéciale, inconciliable avec la présente loi, tout corps public est autorisé à consentir et à faire à la Corporation les donations qu'il juge convenables, sans

autre formalité qu'une résolution adoptée à cet effet; dans les cas où une autorisation à cet effet est nécessaire en vertu de quelque disposition législative, cette résolution entre en vigueur dès son approbation par l'autorité concernée.

Acceptation
présumée

Toute donation à la Corporation est réputée acceptée dès que l'écrit qui la constate est signé par le donateur ou, quant aux corps publics, dès l'entrée en vigueur de la résolution qui l'autorise; elle ne peut ensuite être révoquée ou annulée que du consentement de la Corporation, sauf les dispositions des articles 991 à 1012 du Code civil du Bas Canada.

Absence de
considération

Aucune donation à la Corporation ne peut être annulée pour absence de considération, même si elle est faite à terme, sous forme de billet à ordre, de chèque, de souscription, de promesse ou d'engagement quelconque sauf convention à ce contraire entre le donateur et la Corporation.

Donation
sous seing
privé

Malgré l'article 776 du Code civil du Bas Canada, toute donation à la Corporation peut être faite sous seing privé.

Exemption
de taxes

9. Tous les biens de la Corporation, meubles et immeubles, sont exempts de toutes taxes, cotisations et impositions, de quelque nature que ce soit, dès le jour qu'ils lui appartiennent.

Fourniture
de l'eau

La ville de Montréal est tenue de fournir en tout temps à la Corporation toute l'eau requise pour l'utilité de celle-ci et pour la protection contre l'incendie. La Corporation doit payer à la ville le prix fixé pour ce service après entente avec cette dernière. Celle-ci, malgré toutes dispositions, générales ou spéciales, inconciliables avec la présente loi, est autorisée aux fins d'une telle entente.

Réglementa-
tion

10. La Corporation a le pouvoir de faire des règlements sur:

1° la conduite des étudiants et l'établissement des frais de scolarité et autres frais payables par les étudiants;

2° les conditions d'engagement, de rémunération et de travail du directeur ainsi que celles des membres du personnel enseignant et des membres du personnel non enseignant de l'École;

3° l'organisation de l'enseignement et de la recherche;

4° les programmes d'études et les normes disciplinaires et pédagogiques propres à chaque programme d'études;

5° la nomenclature des grades, diplômes et certificats universitaires et l'administration des examens;

6° les critères et les procédures de nomination et de promotion des professeurs;

7° la conduite des affaires de la Corporation, la régie interne et généralement tout ce qui peut faciliter l'exécution de la présente loi.

Grades universitaires

11. La Corporation décerne aux étudiants de l'École tous grades, diplômes et certificats universitaires conformément au règlement sur la nomenclature des grades, diplômes et certificats adopté en vertu de l'article 10.

Affiliation avec l'Université de Montréal

Cependant, pendant la durée d'un contrat d'affiliation passé par la Corporation avec l'Université de Montréal, ces grades, diplômes et certificats universitaires sont décernés par l'Université de Montréal sur la recommandation du Conseil pédagogique et sont contresignés par la Corporation.

Contrat d'affiliation

12. Avec l'autorisation du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, la Corporation peut passer ou modifier un contrat d'affiliation avec l'Université de Montréal.

Modalités d'approbation

Le contrat d'affiliation établit notamment les modalités d'approbation par l'Université de Montréal des règlements adoptés en vertu des paragraphes 4° et 5° de l'article 10.

Entrée en vigueur

Un contrat d'affiliation conclu en vertu du présent article, et toute modification à ce contrat, entre en vigueur sur approbation du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Fin du contrat

La Corporation ne peut mettre fin à un contrat d'affiliation conclu en vertu du présent article sans l'approbation du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Rapport financier annuel

13. La Corporation doit, chaque année, transmettre au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, suivant la forme qu'il détermine, son rapport financier annuel.

SECTION III

LE CONSEIL

Conseil d'administration

14. La Corporation est administrée par un Conseil d'administration composé des personnes suivantes:

1° le directeur de l'École;

2° six personnes diplômées de l'École;

3° une personne nommée par le Conseil de l'Université de Montréal;

4° deux personnes nommées par le gouvernement;

5° une personne nommée par l'Assemblée des professeurs de l'École;

6° une étudiante ou un étudiant nommé par le Conseil sur recommandation des associations étudiantes de l'École.

Autres
nominations

En outre des personnes visées aux paragraphes 1° à 6° du premier alinéa, le Conseil peut, par une résolution adoptée au vote d'au moins soixante-quinze pour cent des membres visés à ces paragraphes, nommer une ou deux autres personnes.

Nomination

15. Les six personnes diplômées de l'École sont nommées comme suit:

1° deux personnes sont nommées par l'Association des diplômés de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal;

2° deux personnes sont nommées par la Chambre de Commerce du district de Montréal;

3° une personne est nommée par le gouvernement;

4° une personne est nommée par l'Assemblée des professeurs de l'École.

Résolution
du conseil

La Chambre de Commerce du district de Montréal et l'Association des diplômés de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal peuvent procéder aux nominations prévues au présent article par une simple résolution de leur conseil d'administration.

Durée du
mandat

16. À l'exception du directeur de l'École qui est d'office membre du Conseil, les membres du Conseil sont nommés pour un mandat de trois ans renouvelable plus d'une fois.

Durée des
fonctions

Les personnes nommées demeurent en fonction jusqu'à ce qu'elles soient remplacées ou nommées de nouveau.

Siège
vacant

17. Un siège vacant au Conseil est pourvu en suivant le mode prescrit pour la désignation du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée de son mandat.

Président	18. Le Conseil choisit son président parmi ses membres.
Mandat	19. Le mandat du président est d'un an; il peut être renouvelé.
Fonction	20. Le président dirige les séances du Conseil et agit comme président de la Corporation.
Remplaçant	21. En l'absence du président à une séance du Conseil, le Conseil désigne l'un de ses membres pour remplacer le président.
Quorum	22. Le quorum du Conseil est de sept membres.
Décisions	23. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents, à moins que le règlement de régie interne de la Corporation ne le prévoie autrement.
Partage des voix	S'il y a partage égal des voix, la voix du président est prépondérante. Cependant, en cas d'absence du président, la personne désignée pour le remplacer n'a pas de voix prépondérante.
Comité exécutif	24. Le Conseil peut instituer un comité exécutif.
Membres	Ce comité est alors formé des membres suivants: 1° le président du Conseil, qui en est le président; 2° le directeur de l'école; 3° au moins trois autres membres du Conseil nommés par le Conseil.
Fonctions administratives	25. Le comité exécutif exerce les fonctions administratives que lui délègue, par règlement, le Conseil.
Règles de fonctionnement	26. Les règles de fonctionnement du comité exécutif sont déterminées par règlement du Conseil.

SECTION IV

LE CONSEIL PÉDAGOGIQUE

Constitution	27. Le Conseil doit instituer, par règlement, le Conseil pédagogique.
Membres	Le Conseil pédagogique est formé d'au moins les membres suivants: 1° le directeur de l'École, qui en est le président;

2° les directeurs des services d'enseignement;

3° les directeurs de programmes;

4° le directeur de la recherche;

5° le directeur du Centre de perfectionnement des Hautes Études Commerciales;

6° trois professeurs nommés à cette fin par l'Assemblée des professeurs.

Fonctions **28.** Malgré l'article 14, le Conseil pédagogique exerce les fonctions de la Corporation sur toutes les questions d'ordre pédagogique.

Fonctions Il exerce, en particulier, les fonctions prévues aux paragraphes 3° à 6° de l'article 10.

Règles de régie interne **29.** Le Conseil pédagogique établit, par règlement, ses règles de régie interne.

SECTION V

ASSEMBLÉE DES PROFESSEURS

Assemblée des professeurs **30.** Le Conseil doit instituer, par règlement, l'Assemblée des professeurs à la demande d'une majorité de professeurs titulaires, agrégés et adjoints de l'École.

Composition L'Assemblée des professeurs est composée de tous les professeurs titulaires, agrégés et adjoints de l'École.

Président **31.** L'Assemblée des professeurs choisit son président parmi ses membres.

Mandat **32.** Le mandat du président est d'un an; il peut être renouvelé.

Rapport du directeur de l'École **33.** Le président de l'Assemblée des professeurs convoque l'Assemblée au moins deux fois par année académique pour recevoir du directeur de l'École un rapport sur la gestion et l'orientation pédagogique de l'école.

Séances Il dirige les séances de l'Assemblée des professeurs.

Fonctions **34.** L'Assemblée des professeurs exerce les fonctions suivantes:

1° elle discute de toutes les questions soulevées par le rapport du directeur de l'École ou qui s'y rattachent;

2° elle donne son avis au directeur de l'École sur toute question d'ordre pédagogique.

Situation
financière

35. Chaque année, le président de la Corporation, ou la personne qu'il désigne à cette fin, informe l'Assemblée des professeurs de la situation financière de l'École.

Règles de
fonctionnement

36. L'Assemblée des professeurs détermine les règles de fonctionnement de ses séances.

SECTION VI

COMITÉ PERMANENT

Comité des
associations
étudiantes

37. Le Conseil doit instituer, par règlement, le Comité permanent des présidentes et présidents des Associations étudiantes à la demande d'une majorité des présidentes et présidents des Associations étudiantes.

Membres

Le Comité permanent est composé des membres suivants:

1° les présidentes et présidents des Associations étudiantes;

2° le secrétaire général de l'École;

3° le directeur de l'École, qui en est le président.

Convocation

38. Le président du Comité permanent convoque le Comité permanent au moins deux fois par année académique pour discuter de toute question intéressant les étudiantes et étudiants.

Séance addi-
tionnelle

Le président doit en outre, à la demande de trois membres, convoquer le Comité à toute séance additionnelle.

Ordre du
jour

39. Le Comité permanent établit l'ordre du jour de ses séances et les procédures à suivre.

Procès-
verbaux

Les procès-verbaux des séances du Comité permanent sont transmis par le directeur de l'École au Conseil pédagogique et au Conseil.

Séance con-
jointe

40. Une fois par année académique, le président du Conseil pédagogique et du Comité permanent convoque une séance conjointe du Conseil pédagogique et du Comité permanent pour examiner toutes les questions soumises par l'un ou l'autre de ces organismes et qui sont de la compétence du Conseil pédagogique.

SECTION VII

LE DIRECTEUR

- Nomination** **41.** Le directeur de l'École est nommé par le Conseil sur recommandation d'un comité de nomination.
- Mandat** **42.** Le mandat du directeur est de quatre ans; il peut être renouvelé.
- Comité de nomination** **43.** Le président du Conseil institue le comité de nomination du directeur de l'École.
- Composition** Le comité est composé des membres suivants:
- 1° le président du Conseil qui en assure la présidence;
 - 2° trois autres membres du Conseil, dont une des deux personnes nommées par l'Assemblée des professeurs au Conseil, nommés par le Conseil;
 - 3° quatre professeurs nommés par l'Assemblée des professeurs.
- Quorum** **44.** Le quorum du comité de nomination est la majorité des membres.
- Fonctions** **45.** Le comité de nomination exerce les fonctions suivantes:
- 1° il dresse la liste des candidats au poste de directeur de l'École à partir des propositions formulées par le Conseil d'une part et par l'Assemblée des professeurs d'autre part;
 - 2° il recommande au Conseil le candidat qu'il choisit.
- Recommandation** Le comité de nomination doit faire sa recommandation dans les 60 jours de son institution.
- Choix d'un candidat** **46.** Le comité de nomination choisit le candidat qu'il recommande au Conseil parmi les candidats qui reçoivent l'appui d'au moins six des membres du comité.
- Choix d'un candidat** **47.** Si aucun candidat ne reçoit l'appui d'au moins six des membres du comité de nomination, le comité choisit un candidat parmi ceux qui reçoivent l'appui de la majorité de chacun des deux groupes suivants:
- 1° le président du comité de nomination et les deux autres membres du comité désignés par le Conseil à l'exclusion de la personne désignée au Conseil par l'Assemblée des professeurs;

2° les cinq autres membres du comité.

Choix par
l'Assemblée
des profes-
seurs

48. Si, à l'expiration de la période de 60 jours de son institution, le comité de nomination ne s'est pas entendu sur le nom du candidat à recommander au Conseil, l'Assemblée des professeurs choisit, dans les 30 jours qui suivent, le candidat qu'elle recommande au Conseil.

Procédure

L'Assemblée des professeurs établit, après consultation du Conseil, la procédure à suivre pour le choix de ce candidat.

Nomination
par le gou-
vernement

49. Si, à l'expiration du délai de 30 jours, l'Assemblée des professeurs n'a pas recommandé le nom d'un candidat, ou si les professeurs de l'École ne se sont pas prévalu du droit de créer une Assemblée des professeurs, le gouvernement nomme le directeur de l'École sur recommandation du Conseil.

Recommen-
dation
refusée

50. Si le nom du candidat recommandé par l'Assemblée des professeurs n'est pas accepté par le Conseil, ce dernier choisit le nom d'un candidat.

Choix sou-
mis au gou-
vernement

Le Conseil soumet au gouvernement le nom du candidat recommandé par l'Assemblée des professeurs et le nom du candidat qu'il choisit.

Nomination

Le gouvernement procède alors à la nomination de l'une ou l'autre des personnes ainsi désignées.

Administra-
tion

51. Le directeur de l'École répond de l'administration générale de l'École et en assure le bon fonctionnement.

Fonctions

Il exerce en outre les fonctions suivantes:

1° il applique les programmes d'études;

2° il dirige les professeurs et le personnel de l'École;

3° il recommande au Conseil les nominations aux postes d'enseignement, de recherche et d'administration.

SECTION VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Régime de
retraite

52. Le directeur, les professeurs et le personnel de l'École continuent à participer au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ou au régime de retraite des fonctionnaires, selon le cas.

Fonction
continué

53. Le directeur de l'École en fonction le jour de la sanction de la présente loi le demeure pour la durée non écoulée de son mandat.

Fonctions
continué

Le mandat des autres membres du Conseil expire dans les 60 jours de la sanction de la présente loi, mais ces personnes demeurent en fonction jusqu'à ce qu'elles soient remplacées ou nommées de nouveau conformément à la présente loi.

Nominations
par le gou-
vernement

54. Si, à l'expiration des 60 jours qui suivent celui de la sanction de la présente loi, la Chambre de Commerce du district de Montréal ou l'Association des diplômés de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal ne désigne pas les membres du Conseil qu'elle a le droit de nommer en vertu de l'article 15, le gouvernement fait ces nominations.

Nominations
par le gou-
vernement

55. Si l'Assemblée des professeurs n'est pas instituée suivant les dispositions de l'article 30 ou si, à l'expiration des 60 jours qui suivent celui de la sanction de la présente loi, l'Assemblée des professeurs ne désigne pas les membres du Conseil qu'elle a le droit de nommer en vertu des article 14 et 15, le gouvernement fait ces nominations.

1956-1957,
c. 152,
ramp.

56. La présente loi remplace la Loi constituant la Corporation de l'École des hautes études commerciales de Montréal (1956-1957, chapitre 152) et toute loi antérieure concernant la constitution et l'administration de la Corporation de l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Règlements
continué en
vigueur

Les règlements, résolutions ou ordonnances adoptés, le contrat d'affiliation conclu avec l'Université de Montréal, les conventions ou actes faits et les engagements posés par la Corporation restent en vigueur, dans la mesure où ils sont compatibles avec la présente loi, tant que leur objet n'a pas été accompli ou jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, remplacés, annulés ou abrogés en vertu de la présente loi.

Dispositions
applicables

57. Les articles 1 et 37 de la présente loi s'appliquent malgré la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (L.R.Q., chapitre A-3.01).

Dissolution

58. Malgré toute loi générale ou spéciale, la Corporation ne peut être dissoute, à moins d'une loi du Parlement du Québec adoptée à cette fin.

Entrée en
vigueur

59. La présente loi entre en vigueur le 17 décembre 1987.